

LE POING



Numéro 17

Juin 2025

L'appel de gain !

Avec l'arrivée de l'été, les apôtres de la gestion des administrations sur le modèle de l'entreprise privée ont des ailes.

En effet, ils peuvent surfer sur la vague de la propagande du déficit public de la France savamment organisée par le gouvernement.

C'est le moment de franchir une nouvelle étape.

La ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, estime que pour reprendre le contrôle des finances, il est nécessaire de freiner les dépenses, en précisant : « L'exercice de productivité sous-jacent, c'est à peu près 2 % de notre dépense par an ».

L'expression est lâchée, « gain de productivité ».

Alors que l'idée même de faire porter le rétablissement des comptes publics uniquement sur les dépenses est erronée et improductive.

La déclaration de notre ministre est un coup de communication qui n'est pas sans conséquences sur le terrain. Des déclinaisons concrètes commencent à se mettre en place au travers du contrôle de gestion en devenant une priorité pour la DGFIP.

Le contrôle de gestion est un processus essentiel qui permet aux entreprises du privé de s'assurer que leurs ressources sont utilisées efficacement pour atteindre leurs objectifs stratégiques.

Dans le contexte politico-médiatique actuel, il ne fait aucun doute que les objectifs fixés seront purement budgétaires.

Aucune conception du service public n'est envisagée autre que celle de son coût toujours trop élevé. Alors, voici venue l'ère des « Cost Killers » (tueurs de coûts ou dégraisseurs) !

Dans notre direction, le nouveau directeur, qui comme chaque nouveau directeur, se doit de réorganiser ses services de direction, a fait le choix de créer un nouveau pôle LE POLE SYNTHÈSE COORDINATION STRATÉGIE, avec une cellule dédiée au contrôle de gestion.

Cette dérive vers une gestion purement entrepreneuriale remonte déjà à loin avec notamment le lancement du RIFSEEP qui aligne la gestion des primes sur des standards du privé en les conditionnant aux fonctions exercées et aux résultats. Avec la mise en place de Copernic, désormais Cap numérique, a été lancée « la ligne de production » PILAT (PILotage et Analyse du conTrôle) dans l'idée de créer « une usine Contrôle Fiscal », complètement intégrée du signalement des services de gestion, au recouvrement et contentieux, avec un fort renforcement des outils de pilotage pour assurer le cadencement.

Nos « managers » sont maintenant parfaitement acquis à « la performance » et au « benchmarking » (comparatif avec les meilleurs standards).

Nous ne devrions pas avoir à rappeler que **nous sommes le service public**, nous sommes les acteurs constitutionnels de la justice fiscale, les gardiens des finances publiques. Nous ne sommes pas des vendeurs de déclarations, des téléopérateurs téléphoniques, de simples comptables des collectivités locales. Les pouvoirs publics se doivent de trouver les moyens de financer les services publics et non l'inverse. Les services publics ne doivent pas servir à financer les baisses d'impôts et exonérations de cotisations des plus fortunés.

Justice fiscale ! justice sociale !

Sébastien Rioux

ACTUALITÉ

Le Mouv'ment !
Par Sophie Abondance
et Sébastien Rioux

DÉCRYPTAGE

La mobilité !
Par Sébastien RIOUX

LOCAL

Service en péril !
DGFIP, confidentiel !
Par Dominique Lo Monaco

Plus on gèle les postes, plus c'est chaud dans les services !

Aux informations du jour :

- Réunion informelle B du 24/06/2025 :

Pour tenir compte d'une situation particulière, le directeur a dérogé aux règles habituelles (ancienneté + priorités).

De même il a décidé de geler 5 postes pour préserver les grands équilibres de gestion de la pénurie générale d'emplois en Isère :

- 1 au PRS
- 1 au PCRP
- 1 au SDIF (Grenoble)
- 1 au PCE Sud Isère 2
- 1 au PCE Nord Isère

Il n'y a pas eu d'affectation d'office ou de maintien sur poste pour nécessité de service.

Au final, les vacances d'emplois B augmentent encore et la situation nette se dégrade au 01/09/2025 (moins 71,9) par rapport au 01/09/2024 (moins 66,3). Et ceci malgré les suppressions de 12 postes de cadres B au 01/09/2025.

L'arrivée possible de 13 nouveaux contractuels pour le dernier trimestre 2025 ne réglera pas le déficit structurel et pérenne d'emplois en Isère.

- Réunion informelle C du 24/06/2025 :

Le directeur n'a pas appliqué de dérogation aux règles pour situation particulière.

Il n'y a pas eu d'affectation d'office ou de maintien sur poste pour nécessité de service.

En revanche 7 postes ont été gelés :

- 1 au SIE Belledonne-Vercors
- 1 au SGC Grenoble et Métropole
- 1 au SIP Bourgoin Jallieu
- 1 au SGC Saint Marcellin
- 1 au SGC Vienne
- 1 au SGC Voiron
- 1 au SIP Voiron

Au final, les vacances d'emplois C restent à un niveau très élevé et la situation nette au 01/09/2025 (moins 44,1) peut sembler en amélioration par rapport au 01/09/2024 (moins 52,6), mais rappelons que 11 postes de C ont été supprimés au 01/09/2025.

L'arrivée possible de 9 nouveaux contractuels pour le dernier trimestre 2025, là non plus ne suffira pas au comblement !

Ce nombre pourrait être légèrement revu à la baisse si la direction se voit autorisée de recruter des agents PACTE et des agents C sans concours mais cela ne devrait pas dépasser 10 postes.

De nouveau après les vacances, la rentrée s'annonce chaude ! Les rustines ne tiendront pas !

Les services vont craquer les uns après les autres !

A nous de réagir ensemble !

Nous sommes moins nombreux, raison de plus pour rester groupé.e.s et revendiquer :

Tous les postes vacants doivent être comblés ! Comment ?

La DG doit recruter par concours ordinaires ou exceptionnels le personnel nécessaire à l'accomplissement de toutes nos missions.

Le DDFIP 38 doit donner des réponses concernant la situation du département.



Abracadabra, mobilité !

En France tout particulièrement, la proximité des services publics est considérée comme un progrès social. C'est un principe qui s'est renforcé avec la reconnaissance de l'accès effectif aux services publics comme condition essentielle de l'égalité des chances, de la dignité et de la cohésion sociale.

Pour vivre, ce principe a besoin d'être financé et nécessite donc des choix budgétaires forts qui vont dans le sens d'une redistribution des riches vers les pauvres.

C'est précisément ce que rejettent violemment les détenteurs des grandes entreprises qui n'ont qu'un objectif en tête : augmenter leurs profits en augmentant leurs dividendes, en baissant leurs impôts et en se faisant subventionner au maximum leurs activités par la dépense publique.

Avec des moyens médiatiques colossaux, les plus riches entretiennent leur discours idéologique pour saper l'État social jugé trop coûteux, à cause des « assistés », des « fraudeurs », des

« dépenses inutiles ».

Les conséquences se font toujours plus sentir sur nos vies quotidiennes :

- gel de nos salaires,
- moins de recettes pour financer la santé, l'éducation, la protection sociale,
- privatisation et marchandisation des services publics,
- jour de carence
- réduction des remboursements des médicaments et des soins,
- indemnisation des congés maladie à 90 %,
- couverture territoriale inégale des services publics,
- accroissement des inégalités sociales,
- dette publique devenant prétexte à réduire l'État social, tout en enrichissant les marchés financiers,
- des droits sociaux vus comme des « coûts », pas comme des investissements dans la société.
- le soutien populaire à la protection sociale est affaibli.

Ainsi dans nos territoires, nous allons rencontrer, là un collège au bord de l'implosion, là une maternité sur la sellette, là une usine qui va fermer, là un environnement complètement dégradé.

Mais il ne faudrait pas s'en soucier. En effet, il existe une baguette magique, solution à tous ces problèmes : **la mobilité !**



- Comme à Toulouse et Paris, supprimons des collèges de banlieue pour dispatcher les enfants sur l'extérieur et retrouver de la mixité. L'argumentaire est tout trouvé. Les collégiens prendront les transports en commun un peu plus longtemps, on le fait bien dans nos campagnes et on verra vite ceux qui sont motivés pour étudier. Aux jeunes de faire un effort, la classe moyenne a déjà assez joué le jeu de la mixité !
- Il faudrait continuer à supprimer des maternités de moins de 1000 accouchements et mieux encore de moins de 300 accouchements par an avec toujours le même argument : c'est plus sûr que les mamans aillent dans des plus grosses structures où il y a plus de compétences médicales. Pas grave si l'on doit accoucher en bord de route et si l'hôpital public a du mal à recruter son personnel. Pas grave si la mortalité infantile repart à la hausse. Mobilité encore.
- Nos usines ferment et que dit notre gouvernement ? Favorisons la mobilité des capitaux étrangers afin qu'ils investissent chez nous. Mobilité toujours.
- Notre environnement se réchauffe, nos glaciers fondent à vue d'œil, menaçant nos ressources en eau douce, en énergie hydraulique, en beautés paysagères. Pas grave, on pourra toujours aller sur Mars grâce à Elon Musk. Mobilité de la dernière chance.

Non ! la mobilité n'est pas une solution. Ce n'est qu'un moyen commode pour ne pas s'attaquer à l'origine des problèmes : le manque de moyens accordés à la fonction publique.

Oui la France est suffisamment riche et développée pour renforcer et redéployer ses services publics, pour augmenter le salaire de ses fonctionnaires, pour faire contribuer plus nos capitalistes, pour nationaliser, pour réquisitionner les entreprises qui nous sont vitales.

La CGT Fip 38 sera toujours là pour rappeler que la proximité des services publics à l'ère de la dématérialisation et de l'IA reste un progrès social, et que nous combattons la destruction des collèges, des maternités, des usines, des environnements naturels, car c'est détruire des richesses nationales (ou des actifs nationaux pour les comptables),

c'est étendre les déserts, médicaux ou autres !

Alerte au SIP Oisans-Drac !

Les mouvements de mutation au 1^{er} septembre 2025 sont maintenant connus. Un service, grâce à sa bonne gestion des ressources humaines, à sa bonne organisation du travail et à son management « irréprochable » voit les collègues le fuir.

Ce service, le SIP Oisans-Drac, malgré les alertes répétées des collègues qui y travaillent est déserté.

Au 1^{er} septembre 2025 la situation nette des effectifs est de -10,5 C et -6,1 B, soit au total -16,6 !

En 2024, la situation était de - 3,6 C et -6 B .

Notre direction, qui parle beaucoup du manque d'attractivité du département ne semble guère s'inquiéter du phénomène qui touche ce service en particulier.

Pourquoi ? Nous avons une petite idée...

Pendant combien de temps encore les collègues qui ont le courage de relever l'immense défi soulevé par cette situation devront-ils encore la subir ?

Nous demandons à notre direction d'apporter massivement à ce service les moyens nécessaires en renforts, le temps que les éventuels stagiaires et contractuels soient correctement formés.

Nous demandons à notre direction d'engager enfin la réforme structurelle dont ce service a besoin.



DGFIP Confidentiel !

L'accès au portail DGFIP et à ses applications est strictement confidentiel et individualisé.

Toute utilisation des applicatifs à des fins non strictement liées à la mission qui nous est dévolue est répréhensible.

Des chefs de service en charge pourtant du contrôle déontologique imposent à leurs agent.e.s, à l'accueil de Rhin et Danube, de rendre accessible le portail et les applications à des auxiliaires à partir de leur identifiant et mot de passe personnel.

Cette pratique abusive met en danger les collègues qui, de par leur situation de subordination vis-à-vis de ces chefs de service, acceptent malgré tout de se soumettre à cette demande.

Nous demandons au directeur de rappeler aux cadres le strict respect des règles en matière de confidentialité pour les accès au portail et à la messagerie. Ou sinon, qu'ils donnent leurs propres identifiant et mot de passe !



Prise de contact, demande d'adhésion (bulletin à nous renvoyer)

NOM :	Prénom :
Service :	Résidence :
Mail :	Souhaitez-tu adhérer : OUI ☐ non pas tout de suite ☐

CGT Finances Publiques Isère
38-40 Avenue Rhin et Danube-38047 Grenoble Cedex 2
Tel CFP Rhin et Danube : 04 76 39 38 74 (interne : 3834)
Mail : cgt.ddfip38@dgfip.finances.gouv.fr
Site : <http://www.financespubliques.cgt.fr/38/>

